

N°25_ du 30 juin – 04 juillet 2025

INMISUISSE - Service International : <https://www.inmisuisse.org/>

NEWSLETTER : Objectifs de Développement Durable

ACTUALITES

All Africa, Deutsche Welle – 1er juillet 2025

Conférence de Séville - Réformer la finance mondiale pour sauver les ODD



À Séville, la quatrième conférence internationale sur le financement du développement a réuni chefs d'État, gouvernements et 4 000 acteurs de la société civile pour adresser le déficit annuel de 4 000 milliards de dollars freinant les Objectifs de Développement Durable (ODD) des pays du Sud. Le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye a plaidé pour une réforme fiscale mondiale, soutenant une Convention-cadre contre l'évasion fiscale et les flux illicites, afin que "l'impôt soit acquitté là où la richesse est créée". Il a aussi dénoncé les critères des agences de notation, responsables du renchérissement des crédits pour les pays pauvres, et réclamé des mécanismes de restructuration de la dette avec clauses de suspension automatique lors de chocs économiques, une position relayée par le Kényan William Ruto et le Roi d'Eswatini. L'ONU a alerté sur le triplement de la dette des pays les moins avancés en 15 ans, avec un service annuel record de 1 400 milliards de dollars. Antonio Costa (Conseil européen) a constaté l'échec des ODD, faute de financements, tandis qu'António Guterres (ONU) a appelé à investir dans les services essentiels (santé, éducation) et à combattre les paradis fiscaux. La conférence s'est tenue dans un contexte de réduction de 83% de l'aide américaine (USAID), risquant 14 millions de morts d'ici 2030 selon The Lancet. La Déclaration de Séville engage les États à créer un cadre financier renouvelé, incluant la lutte contre les flux illicites et les paradis fiscaux.

Le Monde Afrique, Jeune Afrique, TV5 Monde, All Africa – 1er juillet 2025

Au Togo, plusieurs morts dans des manifestations contre le pouvoir de Faure Gnassingbé



Entre le 26 et le 28 juin 2025, des manifestations ont secoué Lomé, la capitale du Togo, entraînant la mort d'au moins sept personnes et des dizaines de blessés, selon des organisations de défense des droits humains. Ces protestations, déclenchées par la vie chère, l'arrestation d'opposants et la réforme constitutionnelle récente, dénoncent la concentration des pouvoirs entre les mains du président Faure Gnassingbé, au pouvoir depuis 2005. Malgré les coupures d'accès aux réseaux sociaux, des affrontements violents ont eu lieu, notamment dans les quartiers populaires. Tandis que les autorités saluent le "professionnalisme" des forces de l'ordre, les ONG dénoncent une répression brutale et demandent une enquête indépendante. Le gouvernement accuse des activistes de la diaspora

INIMISUISSE – Rue des Fortifications 8 A, 1844 Villeneuve

Branch office des Nations Unies : Rue Daubin 33, 1203 Genève

info@inmisuisse.org (+41) 21 653 03 85 (+41) 79 355 24 57

Banque : PostFinance 17-717254-7 – IBAN : CH83 0900 0000 1771 7254 7

www.inmisuisse.org

d'alimenter la contestation, promettant des poursuites judiciaires contre les manifestants. Dans ce climat tendu, l'opposition politique et la société civile envisagent de nouvelles mobilisations, en attendant les élections municipales du 17 juillet.

Le Monde – 04 juillet 2025

L'Autriche, premier pays de l'UE à reprendre les expulsions de réfugiés vers la Syrie



Le Monde relaie l'information selon laquelle, le 3 juillet 2025, l'Autriche a procédé à la première expulsion directe d'un réfugié syrien vers Damas depuis le début de la guerre en Syrie en 2011, un acte présenté par le ministre de l'Intérieur Gerhard Karner comme un « signal fort » d'une politique d'asile « dure mais juste ». L'homme expulsé, un Syrien de 32 ans condamné pour appartenance à l'État islamique, avait vu son statut de réfugié révoqué, et sa demande de protection

rejetée par la Cour européenne des droits de l'homme. Cette expulsion survient dans un contexte post-Assad, alors que l'Autriche et l'Allemagne cherchent à relancer les renvois vers la Syrie. Le geste, bien que salué par Vienne comme un renforcement de la sécurité nationale, est vivement critiqué par les ONG qui craignent que l'homme soit exposé à des traitements inhumains. Elles dénoncent un précédent dangereux pour les droits des réfugiés en Europe. L'Autriche, déjà accusée de durcir sa politique envers les Syriens et les Afghans pour freiner la montée de l'extrême droite, a suspendu les regroupements familiaux et rouvert de nombreux dossiers d'asile.

24 heures – 04 juillet 2025

L'expulsion de migrants vers le Soudan du Sud validée



Le journal helvétique indique que la Cour suprême des États-Unis a validé l'expulsion de huit migrants irréguliers vers le Soudan du Sud, élargissant ainsi une décision prise dix jours plus tôt autorisant les renvois vers des pays tiers. Ces migrants originaires notamment de Birmanie, Cuba, Vietnam, Mexique et Laos avaient été expulsés des États-Unis en mai, mais retenus à Djibouti suite à une suspension judiciaire, faute de garanties procédurales suffisantes. La décision de la Cour

suprême, dominée par les conservateurs, a été vivement critiquée par ses membres progressistes, qui craignent pour la sécurité des expulsés. L'administration américaine justifie ces renvois par les condamnations pour crimes violents des migrants et l'absence de coopération de leurs pays d'origine. Cette approche s'inscrit dans la ligne dure de Donald Trump, qui prône le recours à des pays tiers pour contourner les blocages diplomatiques à l'expulsion.

Image de la semaine



Feu de forêt à Seferihisar dans la province d'Izmir, dans l'ouest de la Turquie, le 30 juin 2025.
AHMET AYBERK CIMEN / AFP